

Pour une alimentation durable ancrée dans les territoires

Déclaration du groupe des Associations

Les travaux ayant mené à cet avis ont débuté en janvier 2020 mais ont été, comme beaucoup d'autres, heurtés par l'actualité liée à la crise du coronavirus.

Depuis le début de la crise le Conseil économique social et environnemental (CESE) a pleinement tenu sa place en tant qu'assemblée consultative en répondant aux nouveaux enjeux soulevés par la pandémie et ses conséquences. Ainsi la résilience, la souveraineté, l'autonomie, la faim, sont des sujets venus ou revenus dans le débat public.

Devrions-nous, à l'instar de certains, regretter que le CESE s'interroge et travaille de nouveau en autosaisine, alors qu'avec ses travaux il anticipe les questionnements et les besoins sociétaux comme c'est le cas avec le sujet traité par cet avis ? Loin d'être hors sol, nos autosaisines sont totalement inscrites dans l'actualité voire même dans l'anticipation.

Le présent avis, voté unanimement par le groupe des associations, met ainsi au cœur des préconisations le sujet des Projets alimentaires territoriaux (PAT). À travers de nombreuses préconisations le CESE espère pouvoir donner à ces outils l'importance et l'influence nécessaires à la bonne organisation d'une production alimentaire en cohérence avec les spécificités locales. Il faudra tout de même veiller à ce que les PAT ne soient pas enfermés dans des objectifs nationaux hélas parfois insuffisants.

La préconisation n° 9 aborde quant à elle le principal problème des PAT aujourd'hui, celui de leur financement qui s'avère très largement insuffisant. Les préconisations n° 4 et 14 esquissent des solutions qui, pour le groupe des associations, semblent tout à fait pertinentes.

Ainsi les futures programmations de la Politique agricole commune (PAC) pourraient aller plus loin dans la transition agroécologique, sans pour autant mettre en péril le budget de l'UE, ou demander aux pays européens de mettre davantage la main à la poche. Ces projets d'autres PAC, réellement au service des paysannes et paysans, de l'environnement et des consommateurs et consommatrices, sont notamment réfléchis et portés par nombre de structures associatives, réunies au sein de plateformes comme par exemple « Pour une autre PAC ». Notre groupe regrette néanmoins que cet avis ne traite pas suffisamment la question des prix payés aux agriculteurs et agricultrices, qui reste l'un des principaux problèmes à résoudre afin de permettre le développement d'une alimentation locale durable pour tous et toutes. C'est pourquoi, en revanche, le groupe des associations soutient la proposition d'un moratoire sur le développement des zones commerciales (préconisation n° 13) et souhaite son élargissement afin de stimuler la vie des centres-villes et centres- bourgs, favorables à la vie locale et à la proximité.

Pour notre groupe et nos organisations nous estimons que l'échelon local, au travers de la démocratie alimentaire dont traite cet avis, est évidemment le bon échelon pour mener à bien les transitions nécessaires à notre agriculture.

Enfin puisque nous parlons de produire, gardons à l'esprit que la lutte contre le gaspillage alimentaire est un levier incontournable de la transition écologique et tente de laver une indignité faite au genre humain. En effet, comment pouvons-nous gaspiller autant alors que certaines et certains ont faim ?

Pour le groupe des associations, l'un des sujets principaux demeure la question de la précarité alimentaire, d'autant plus que celle-ci a explosé ces derniers mois. Les associations de lutte contre la

pauvreté – et parmi elles les Banques alimentaires – tirent la sonnette d’alarme en annonçant que désormais plus de 8 millions de Françaises et Français sont contraints de bénéficier de l’aide alimentaire, organisée par l’implication fondamentale de millions de bénévoles et salarié.e.s associatifs.

Nous pensons qu’il est temps de réfléchir à la création d’une sécurité sociale de l’alimentation, projet porté par de nombreuses organisations. Notre groupe affirme qu’en effet, en France, nous pouvons nourrir suffisamment et sainement tout le monde.